



## SÉANCE DE DIALOGUE

# PLAN D'ACTION DU CANADA POUR METTRE EN ŒUVRE LA DÉCLARATION DES NATIONS UNIES : RISQUES ET OPPORTUNITÉS

LUNDI 10 JUILLET 2023, DE 15 H À 16 H 30 HAA • CENTRE DES CONGRÈS DE HALIFAX : SALLE A1

## DESCRIPTION DE LA SÉANCE

La *Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (LDNU) a reçu la sanction royale et est entrée en vigueur en 2021. Elle avait pour but de fournir une feuille de route pour la réconciliation. Le Plan d'action du Canada pour mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies a été dévoilé le 21 juin 2023, en même temps que le deuxième rapport annuel sur la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies.

La séance de dialogue a pour but de présenter aux Premières Nations le fondement juridique complet de la version finale du Plan d'action, y compris un aperçu des priorités des Premières Nations contenues ou non dans le plan. Cette présentation sera suivie d'une discussion sur les possibilités et les risques liés aux mesures du Plan d'action et d'un examen des prochaines étapes de mise en œuvre nécessaires pour atteindre les buts et objectifs des Premières Nations. La séance se terminera par un exposé du ministère de la Justice, avec la possibilité de poser directement des questions.

## ORATEURS

Chef régional Terry Teegee, titulaire du portefeuille  
Caleb Behn, directeur, Secteur des droits, APN (facilitateur)  
Sara Mainville, associée, JFK Law  
Laurie Sargent, sous-ministre adjointe, ministère de la Justice



## SÉANCE DE DIALOGUE

# PLAN D'ACTION DU CANADA POUR METTRE EN ŒUVRE LA DÉCLARATION DES NATIONS UNIES : RISQUES ET OPPORTUNITÉS

LUNDI 10 JUILLET 2023, DE 15 H À 16 H 30 HAA • CENTRE DES CONGRÈS DE HALIFAX : SALLE A1

Horaire	Point de l'ordre du jour	Responsables
15 h	Prière d'ouverture	Barney Batise, gardien du savoir
15 h 05	Bienvenue et présentations	Chef régional Terry Teegee
15 h 15	<b>Mesures du Plan d'action : Fondement juridique et priorités des Premières Nations</b>  Vue d'ensemble de haut niveau; établissement des priorités des Premières Nations; normes minimales de mise en œuvre de la <i>Loi sur la déclaration</i> et des mesures du Plan d'action.  Discussion ouverte	Sara Mainville, associée, JFK Law et Caleb Behn, directeur, Secteur des droits, APN (facilitateur)
16 h	<b>Point de vue du Canada sur le Plan d'action (période de questions)</b>	Laurie Sargent, sous-ministre adjointe, ministère de la Justice
16 h 25	Prière de clôture	Barney Batise, gardien du savoir
<b>16 h 30 - Clôture de la séance</b>		